

**ANALYSE 2012**

# Hongrie et Grèce : la démocratie en questions

---



*Publiée avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles*

## Hongrie et Grèce : la démocratie en questions

---

Hongrois et Grecs sont chacun soumis à une oppression croissante de leur État respectif. L'autoritarisme, les répressions et les intimidations à leur encontre ne s'exercent pas selon les mêmes méthodes ou pour les mêmes raisons, mais ont en commun de mettre en question la paix et la démocratie en Europe.

Notre citoyenneté européenne nous encourage à nous sentir concernés par ces conflits. La Hongrie et la Grèce participent, au même titre que la Belgique au processus de décision européen. Or, les questions hongroises sont rares dans nos journaux et la crise grecque n'est le plus souvent abordée que sous l'angle de sa dette.

Conflit peu médiatisé en Hongrie ou traité selon une seule approche en Grèce, voilà qui semble à Pax Christi Wallonie-Bruxelles un vide à combler. Comment la Grèce et la Hongrie en sont-elles arrivées là ? Qui sont ces « opprimés » en Hongrie et en Grèce ? Quels sont les points de convergence ou de divergence entre les situations de ces deux pays ? Que peut-on faire en tant que citoyens belges par rapport à ces situations ?

Pour élaborer des pistes de réponse à ces questions, un groupe de citoyens s'est réuni lors d'une rencontre-débat chez Pax Christi Wallonie-Bruxelles. Nous avons basé nos échanges sur les apports de **Monsieur Sakis Dimitrakopoulos**, président du Centre hellénique et interculturel de Bruxelles et ceux de **Monsieur Nicolas Bárdos-Féltoronyi**, professeur émérite de géopolitique de l'UCL et président de la Commission "Europe : cultures et élargissement" de Pax Christi.

### *La Grèce, malade du clientélisme*

Patrie de la démocratie, l'histoire de la Grèce est pourtant marquée par la succession de régimes autoritaires, voire dictatoriaux. L'indépendance de la Grèce moderne, acquise de longue lutte contre l'Empire ottoman, n'a pas provoqué en ce sens de changement fondamental. La jeune monarchie n'a jamais réussi à s'émanciper de la tutelle de ses encombrants alliés européens sans qui elle n'aurait pu arracher son autonomie.

Frappée par la crise des années 30, la Grèce fait le choix d'une économie dirigiste. Le libéralisme, estime-t-elle, n'a pas d'avenir. L'Etat prend le contrôle des grandes entreprises et protège leur activité et leur niveau d'emploi à coup de subventions et de barrières douanières. Le rôle de l'Etat est tel qu'aucune activité économique d'envergure ne peut être viable sans le soutien du parti au pouvoir. C'est cette situation qui a engendré le clientélisme qui se développa ensuite à la faveur de la guerre civile et de la dictature et que l'on connaît encore aujourd'hui.

Les années 70 en Grèce voient des alliances se confirmer entre les différentes factions politiques du pays afin de préserver leurs privilèges. En s'alliant à la droite, la gauche récupère les prérogatives perdues. La classe politique est structurée autour de grandes familles que l'on retrouve toujours aujourd'hui au pouvoir. La libéralisation de l'économie qui a accompagné l'adhésion de la Grèce à l'Union européenne en 1981 n'a provoqué que des réformes de façade. La tradition du clientélisme s'est perpétuée.

## ***La Hongrie, proie d'un oligarchie***

La Hongrie a vécu la même expérience de l'autoritarisme. L'effondrement de l'Empire austro-hongrois et la catastrophe que fut pour les Hongrois le Traité de Trianon (1920) amènent l'Amiral Horthy, régent d'un royaume sans roi, au pouvoir. Ce régime atypique, conservateur et antisémite, ne s'effondrera qu'avec l'arrivée de l'Armée rouge. D'un autoritarisme à l'autre, la Hongrie n'a connu la démocratie qu'en 1989.

En Hongrie, malgré l'idéologie communiste du régime en place, le capitalisme s'installe dès les années 70. C'est à ce moment que les pays du Pacte de Varsovie diminuent la planification et que les accords intersectoriels sont multipliés entre Est et Ouest. Cette évolution favorise l'émergence d'oligarques. Ceux-ci disposent de liens avec des fonctionnaires de l'Etat, d'anciens collègues du Parti Unique, et avec des multinationales ou des milieux maffieux locaux et internationaux. Pour son profit personnel ou celui de multinationales, cette classe dominante liée au gouvernement privatise les monopoles publics. La chute du régime communiste et l'adhésion à l'Union européenne renforceront cette tendance. Les oligarques hongrois acquièrent alors un pouvoir économique privé aux dépens du pouvoir politique de l'Etat, privant également ce dernier de recettes fiscales.

## ***Impacts de l'intégration à la sphère européenne***

Au niveau politique, on observe un phénomène similaire en Hongrie et en Grèce dans les années 70. La légitimité du pouvoir politique respectif des deux pays apparaît altérée par des alliances intéressées, familiales, voire maffieuses dont le bien commun semble ne pas être la priorité. Par contre, les accointances diverses des deux Etats ne vont pas du tout mener aux mêmes structures de l'offre d'emploi dans les deux pays: licenciements massifs dûs aux privatisations brutales en Hongrie, renforcement du fonctionariat public en Grèce.

La transition de la Hongrie vers le capitalisme se développe de manière plus marquée encore dans les années 80 et le pays entre dans une profonde crise. Dès 1982, le chômage augmente. En 1989, le régime communiste tombe. Si une certaine liberté politique est instaurée avec le multipartisme, la liberté d'élections et de la presse ; par contre, il y a une continuité économique : ceux qui ont accaparé le pouvoir avant 89 le gardent. Jusqu'en 89, le Parti et les syndicats ne toléraient pas les licenciements. Alors qu'en 1990, la Hongrie intègre le Conseil de l'Europe<sup>1</sup>, entre 1991 et 1995, 1,7 millions d'emplois disparaissent, dont 1 million d'emplois de femmes, sur une population d'environ 10 millions d'habitants<sup>2</sup>.

Alors que l'idéologie libérale imprègne la gestion de tous les pays d'Europe et qu'on observe un reflux de l'Etat du secteur économique partout, un seul pays « résiste à l'envahisseur » : la Grèce. Le premier coup à cette économie protégée vient de l'adhésion à l'Union européenne. L'union douanière entraîne la fermeture de pratiquement toutes les entreprises grecques importantes. L'Etat crée alors lui-même des entreprises et en nationalise plus de 200. Même si le point positif est la réduction du chômage, ce sont des dizaines de milliers d'emplois fictifs qui sont créés. Les entreprises publiques disposent d'un personnel pléthorique, parfois incompetent car nommé selon des critères politiques. Et aujourd'hui, l'Etat grec emploie directement ou indirectement 45% de la population active.

---

<sup>1</sup> La Hongrie adhéra pleinement à l'Union Européenne en 2004

<sup>2</sup> Comme point de comparaison, depuis les années 60, la Belgique a perdu un demi-million d'emplois dans le secteur des mines, de la sidérurgie, du secteur textile et de la construction navale et mécanique.

Ces deux situations complètement distinctes, chômage dans un cas et suremploi dans l'autre, couplées à des gouvernances discutables, vont être à leur manière les terrains des crises politiques et économiques amenant les contraintes étatiques qu'hongrois et grecs connaissent aujourd'hui.

### ***Chute des revenus et inflation en Hongrie et en Grèce***

Entre 2000 et 2002, un peu moins d'un million de Hongrois retrouvent un emploi mais avec de moins bonnes conditions : salaires amoindris, contrats précaires et de plus la majeure partie des femmes reste exclue du travail salarié. Les allocations de chômage ne sont pas significatives et durables. Les revenus des ménages chutent. Les monopoles privatisés ne visent qu'à augmenter leurs profits : ils haussent les prix, appauvrissant ainsi la population dont les revenus ne sont pas indexés.

En Grèce, l'Institut national grec du travail indique dans une étude que le coût du travail (salaires et charges sociales) s'envole entre 2000 et 2010 : plus de 54,1 %, notamment dans les entreprises publiques, lieux où travaillent les protégés des partis<sup>3</sup>. La chute n'en sera que plus dure : aujourd'hui la Commission européenne, la banque centrale européenne et le FMI imposent à la Grèce la baisse des salaires de la fonction publique, des entreprises publiques et du secteur privé. Les impôts et les taxes sont augmentés, ce qui se répercute sur les prix : les grecs doivent donc faire en plus face à l'inflation. La population grecque voit son niveau de vie s'effondrer de plus de 50% en 2 ans.

Actuellement, les grecs se retrouvent donc dans une situation de chute des revenus et d'inflation analogue à celle des hongrois. Comment réagissent ces deux populations?

### ***Aujourd'hui : réactions des grecs et des hongrois***

Hongrie, avril 2010 : le peuple élit avec 53,81% des voix un parti de droite nationaliste, le FIDESZ<sup>4</sup>. Le score du parti a augmenté d'un quart par rapport aux scrutins antérieurs. Ce succès est dû en partie aux agissements néolibéraux et corruptifs des gouvernements précédents, socialistes ou non. Il semble qu'une partie de la population cherche à droite, de manière classique en période de crise, les certitudes populistes : sécurité et bonheur. L'enjeu est historique : par leur vote, plus de la moitié des Hongrois désabusés et découragés ont montré qu'un régime autoritaire vaut mieux que la démocratie.

Grèce, février 2012 : les manifestations et répressions sont violentes. Le sociologue Constantin Tsoulakas, interrogé par le journal libération en février dernier s'inquiète et rappelle que « *dans une situation certes différente, mais comparable, les crises des années 20 et 30 ont conduit aux phénomènes fasciste et nazi. Nous n'en sommes pas là, et il est très improbable que l'histoire se répète de la même manière. Néanmoins, on n'est pas obligé de croire que les crises déboucheront sur des solutions plus humaines, plus égalitaires et plus démocratiques. La peur de l'anarchie pourrait conduire à la naissance de régimes plus*

---

<sup>3</sup> contre 28,7 % au Portugal ou 18,6 % en Allemagne, sans augmentation équivalente de la productivité.

<sup>4</sup> Union civique hongroise

*autoritaires, plus musclés et plus obéissants aux exigences d'un capitalisme désormais mondialisé* »<sup>5</sup>. La situation hongroise pourrait-elle préfigurer l'avenir de la Grèce ?

### ***Focus sur la semi-fascisation de la Hongrie***

Le FIDESZ institue une « révolution nationale radicale » comme cela s'est fait avant 1940, en modifiant de façon accélérée et autoritaire la constitution et les lois. On a fait voter 360 lois en 14 mois. Le parti affirme son nationalisme car il dit défendre l'identité hongroise. Le FIDESZ se déclare chrétien, à l'instar de la Hongrie de la période d'entre-deux-guerres qui accepta le régime semi-fasciste et antisémite de l'amiral Horthy. Enfin, vieille tradition dans la région, le parti est contre l'Occident, vu comme pourri et vendu au grand capital.

Dès la constitution du gouvernement en 2010, le FIDESZ fait sensiblement réduire la compétence de la Cour constitutionnelle par le Parlement. Contester ses décisions est ainsi devenu bien plus difficile. Or, cette juridiction s'est avérée le seul organe de stabilité dans le pays face aux aberrations politiques qui ont suivi l'après 1989.

En ce qui concerne les actes et paroles symboliques, voici quelques exemples: l'affichage obligatoire et légalement protégé d'une « déclaration patriotique » dans tous les lieux publics ; le changement par milliers du nom des rues en faveur des personnages d'avant-guerre, parfois fort discutables ; les tentatives de changer les organisations syndicales en « chambres professionnelles » bien connues depuis Mussolini ; les accusations tacites de certaines minorités nationales, essentiellement les Roms. Le gouvernement encourage la division des classes populaires par une politique de dénonciation de boucs émissaires : les Roms, mais aussi les fonctionnaires qui ne sont pas adhérents du parti, licenciés en masse, et les travailleurs sociaux qui luttent contre la pauvreté.

Au début de janvier 2011, le Parlement hongrois a adopté une loi visant à réorganiser les médias publics et à instituer un conseil des médias aux pouvoirs totalement disproportionnés. Entre 2010 et 2012, 2000 à 3000 employés du secteur média sont licenciés.

Le gouvernement institue une imposition des revenus à taux unique, particulièrement injuste qui frappe les ¾ des contribuables mais pas les plus riches. Le gouvernement établit un service de travail obligatoire pour les chômeurs, pour une somme inférieure de moitié au salaire minimum en vigueur ( $\pm$  300€) et ce, sous surveillance policière.

Tout cela rappelle les régimes autoritaires des années 30 ou l'austro-fascisme de l'entre-deux-guerres, dont l'autoritarisme et le catholicisme étaient une composante essentielle. Les élections sont libres, l'existence d'une opposition parlementaire une réalité, la liberté de presse reconnue dans des textes officiels. Mais, aujourd'hui comme précédemment, on peut observer jour après jour les entorses graves à la pratique d'un régime démocratique.

---

<sup>5</sup> «Je crains des réactions de plus en plus violentes», Philippe CERGEL, *Libération*, 13 février 2012

## *Quelles perspectives, en Hongrie, en Grèce ...et en Belgique ?*

Beaucoup se réjouissent de la naissance d'un nouveau mouvement de protestation au mois d'octobre 2011 en Hongrie. Il porte le nom significatif de *Szolidaritás*, en référence à la fédération polonaise de syndicat Solidarność, et se situe au-dessus des partis traditionnels. Il correspond à une protestation à la fois contre les conditions de travail et l'abaissement du niveau de vie du grand nombre, et contre le gouvernement de tendance nettement autoritaire. Face à un système législatif et judiciaire complètement bouleversé en 14 mois, ce mouvement a constitué des groupes de travail qui réfléchissent et discutent pour ne pas en rester au stade de la critique du gouvernement, mais pour proposer des alternatives. Ses manifestations rencontrent un succès croissant !

En Grèce, les manifestations ont pris une grande ampleur. Les grèves se sont avérées impressionnantes tandis que le mouvement des indignés a eu un certain retentissement. Cependant, alors que les coupes budgétaires touchent les moins favorisés depuis deux ans, les manifestations ne se sont fait entendre que récemment. Les meneurs seraient-ils les privilégiés du système, se sentant sur la sellette face à la Troïka insensible au clientélisme grec ? Force est en tout cas de constater que le soulèvement grec n'a pas pu se structurer ou proposer des alternatives au système politique défaillant. Est-ce à dire qu'ils auraient souhaité un statu quo ? Une partie de la population est en tous cas grièvement affaiblie par les coupes budgétaires grecques et se trouve ainsi privée de certains droits.

Et nous en Belgique, comment réagir, comment s'impliquer ? Dans un article publié le 10 avril 2012 par la revue numérique « Le Journal Francophone de Budapest », le philosophe G.M. Tamás, nous interpelle : « *Les possibilités pour l'Europe sont restreintes. Il faut aujourd'hui espérer une solidarité morale vers un peuple qui perd ses droits, qui pousse à s'informer et à protester. La solidarité morale est plus importante que la solidarité politique. Les gens doivent lire, venir, s'informer de ce qui se passe ici.*<sup>6</sup> » Nous pouvons nous interroger : de quelle Europe veut-on être l'europpéen ?

Nicolas Bárdos-Féltoronyi,  
Membre de la Commission  
"Europe : culture et élargissement"  
de Pax Christi Wallonie-Bruxelles,  
avril 2012

---

<sup>6</sup><http://www.jfb.hu/node/4562>